



Déclaration de confidentialité « Community Health Workers (CHW) »

Nous respectons votre vie privée

Version 01.01.2022



Table des matières

1. Introduction	3
2. Le responsable du traitement.....	3
3. Quelles sont les données à caractère personnel traitées ?	4
4. Quelle est la base juridique pour le traitement de vos données ?	5
5. Finalités du traitement des données	5
6. Combien de temps conservons-nous vos données dans le cadre du projet CHW ?	5
7. Qui sont les destinataires de vos données ?	6
8. Quels sont vos droits concernant les données à caractère personnel que nous traitons ?	6
8.1. Droit de retrait du consentement.....	6
8.2. Droit de regard	6
8.3. Droit de rectification ou de modification	6
8.4. Droit à la suppression des données	6
8.5. Droit à la limitation du traitement.....	7
8.6. Cessibilité des données à caractère personnel	7
8.7. Droit d'opposition	7
9. Exercice de vos droits	7
10. Point de contact pour la protection de la vie privée	8
11. Plus d'informations ?	8

1. Introduction

Le projet « Community Health Workers » (ci-après « CHW ») vise à améliorer l'accessibilité des soins de santé primaires pour les groupes vulnérables. Par groupes vulnérables, il convient d'entendre les personnes en situation de vulnérabilité sociale qui rencontrent des obstacles dans l'accès aux soins de santé primaires en raison de leur statut socio-économique.

Les missions exercées par un collaborateur CHW à l'égard de ce groupe cible sont axées sur :

- l'amélioration de l'accessibilité aux soins de santé primaires, en particulier pendant la crise du coronavirus ;
- le soutien des groupes vulnérables par rapport à l'utilisation des soins de santé primaires, afin qu'ils ne soient pas laissés pour compte pendant cette crise ;
- l'identification des inégalités et les problèmes structurels d'accessibilité dans les soins de santé primaires, en accordant une attention particulière aux conséquences de la COVID ;

La présente déclaration de confidentialité pour le projet « Community Health Workers (CHW) » vise à apporter des précisions, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, aux personnes dont les données sont traitées.

Nous tenons à vous informer sur :

- Les raisons pour lesquelles nous collectons vos données à caractère personnel dans le cadre du projet CHW ;
- Ce que nous faisons de vos données à caractère personnel et leur durée de conservation ;
- Vos droits concernant le traitement des données effectués.

2. Le responsable du traitement

ZPG Intermut, dont le siège social est situé Avenue de Tervueren 188/A boîte 8, 1150 Woluwe-Saint-Pierre, avec le numéro d'entreprise 0695 810 791.

ZPG Intermut se compose de :

- L'organisme assureur (ci-après : « OA ») 100 : L'Union nationale des Mutualités chrétiennes, dont le siège social est sis Chaussée de Haecht 579, 1030 Schaerbeek, avec le numéro d'entreprise 0411.702.543,
- OA 200 : L'Union nationale des Mutualités neutres, dont le siège social est sis Chaussée de Charleroi 145, 1060 Bruxelles, avec le numéro d'entreprise 0411.709.768,
- OA 300 : L'Union nationale des Mutualités socialistes, dont le siège social est sis Rue Saint-Jean 32-38, 1000 Bruxelles, avec le numéro d'entreprise : 0411.724.220,
- OA 400 : L'Union nationale des Mutualités libérales, dont le siège social est sis Rue de Livourne 25, 1050 Bruxelles, avec le numéro d'entreprise 0411.729.366,
- OA 500 : L'Union nationale des Mutualités libres, dont le siège social est sis Route de Lennik 788 A, 1070 Bruxelles, avec le numéro d'entreprise 411.766.483.

3. Quelles sont les données à caractère personnel traitées ?

Une application mobile appelée « StreetSmart impact » est utilisée pour enregistrer les données à caractère personnel du groupe cible. La plupart des données sont obtenues directement auprès des personnes concernées sur la base des questions posées par un « Community Health Worker ». La personne concernée est libre d'y répondre ou non.

Généralités

- Coordonnées (prénom, nom, pseudonyme, adresse e-mail, numéro de téléphone, adresse) ;
- Caractéristiques personnelles (sexe, date de naissance, nationalité, langue, langue maternelle) ;
- Adresse IP de l'appareil ;
- Toute donnée à caractère personnel fournie volontairement par la personne concernée au responsable du traitement ;

Les données à caractère personnel suivantes du public cible des Community Health Workers sont susceptibles d'être traitées :

- La composition du ménage ;
- Les caractéristiques du logement ;
- Images (photos) : uniquement pour usage interne par le responsable du traitement ;
- Les données indirectement liées à la santé (p. ex. Avez-vous un médecin généraliste ? Avez-vous un DMG ? Y a-t-il une demande d'aide relative à la santé ?) ;
- Statut vital (vivant/décédé) ;
- Statut de séjour (demandeur d'asile, réfugié, immigrant) ;
- Hébergement (sans-abri, camp de réfugiés, centre d'accueil) ;
- Carte de séjour (temporaire) (oui, non, inconnu) ;
- En possession d'une carte d'identité (oui, non, inconnu) ;
- En possession d'un passeport (oui, non, inconnu) ;
- En possession d'un certificat de naissance (oui, non, inconnu) ;
- Compétences liées aux soins de santé ;
- Personne de contact ;
- Évaluations ;
- Lieu (lié à l'équipe) : Banque alimentaire, rue/place, moment d'accueil dans un centre de santé, moment d'accueil dans une ASBL locale, domicile privé ;
- Activités suivies (Réponses à l'entretien « trajet de soins », l'entretien « barrières », l'entretien « soins de première ligne », l'entretien « Covid ») ;
- Humeur (positivité et activité moyennes et humeurs enregistrées (négatif-actif / positif-actif / négatif-inactif / positif-inactif) ;
- Confiance moyenne et niveau d'apprentissage ;
- Notes (y compris les détails, l'adresse, l'humeur, la date, le sujet, l'évènement de vie et la visibilité) ;
- Carte sociale : seuls le nom et l'adresse des prestataires de soins officiels sont mentionnés ;
- Objectifs (objectifs commencés et terminés (réalisés/échoués/annulés/commencés) ; objectifs prédéfinis, statut des objectifs prédéfinis).

Spécificités des collaborateurs CHW : description de la fonction.

Les coordonnées professionnelles (nom, prénom, adresse, adresse e-mail, numéro de téléphone) d'un prestataire de soins, aidant proche, médecin généraliste, assistant social sont également susceptibles d'être traitées. Ces informations ne sont pas obtenues auprès du prestataire de soins, de l'aidant proche, du médecin généraliste ou de l'assistant social lui-même, mais éventuellement, par l'intermédiaire de la personne concernée qui fait partie du groupe cible. Ces données ne sont également traitées que dans le but de

permettre à un collaborateur CHW de contacter ce prestataire de soins, aidant proche, médecin généraliste ou assistant social, si cela s'avère nécessaire, et ce, en concertation avec la personne concernée.

4. Quelle est la base juridique pour le traitement de vos données ?

Le traitement de vos données à caractère personnel est fondé sur les bases juridiques suivantes :

- Sur la base de la loi (voir 1.3.1) en application de la convention avec l'INAMI du 26 janvier 2021 ;
- Le traitement de catégories particulières de données à caractère personnel est nécessaire à la gestion des régimes et services de soins de santé ou des régimes et services sociaux fondés sur le droit belge ;
- La recherche scientifique approuvée par l'« Ethics Committee for the Social Sciences and Humanities » :
 - Pour l'étude qualitative (par le biais d'un questionnaire soumis à un participant, ou de discussions de groupe), le consentement des éventuels participants est également demandé.
 - Pour l'étude quantitative, les données enregistrées dans l'application « StreetSmart impact » sont utilisées à des fins de recherche scientifique.
- Lorsqu'une photographie (destinée à l'usage interne du responsable du traitement) est traitée, un consentement verbal est également demandé à la personne concernée.

Références légales

La loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et plus particulièrement l'article 56, § 1, qui permet d'accorder une intervention pour les modèles à caractère expérimental de prescription, de fourniture ou de prise en charge de soins de santé.

5. Finalités du traitement des données

ZPG Intermut traite ces données dans le cadre de la mise en œuvre du projet CHW, en exécution de l'accord de coopération avec l'INAMI.

Aux fins suivantes :

- Supprimer les barrières qui entravent l'accès aux soins de santé de première ligne pour les personnes concernées ;
- Orienter la personne vers les soins nécessaires ;
- Renforcer les compétences en matière de santé et uniformiser le suivi des interventions effectuées ;
- Évaluation de ce projet et établissement d'un rapport de recherche.

6. Combien de temps conservons-nous vos données dans le cadre du projet CHW ?

Nous conservons et utilisons vos données à caractère personnel dans la mesure nécessaire pour respecter nos obligations de droit. Si aucun délai spécifique n'est prescrit par la loi ou la réglementation, les données ne seront conservées que pendant la durée nécessaire à l'exécution de nos missions. En tout cas, pendant toute la durée du projet (c'est-à-dire jusqu'à fin février 2022). Le projet peut être prolongé.

7. Qui sont les destinataires de vos données ?

- Vos données peuvent être traitées par les membres du personnel engagés professionnellement dans le projet, c'est-à-dire les collaborateurs CHW (employé par l'ASBL I.M., ainsi que le collaborateur de ZPG Intermut et les organismes assureurs concernés.
- Nos sous-traitants peuvent également traiter vos données. L'application « StreetSmart impact » a recours à la SARL Amazon Web Services EMEA pour le Cloud Hosting ; les données à caractère personnel sont traitées en Allemagne. Un accord de traitement a été conclu avec le fournisseur de l'application « StreetSmart impact ».
- Dans le cadre de la recherche, un accord de traitement a également été conclu à cet effet avec l'Université d'Anvers.

8. Quels sont vos droits concernant les données à caractère personnel que nous traitons ?

La personne concernée peut exercer les droits énoncés ci-dessous, à condition qu'ils ne soient pas contraires aux obligations de droit auxquelles le responsable du traitement est soumis ou aux missions légales qui lui sont confiées.

8.1. Droit de retrait du consentement

Lorsque la légalité du traitement des données est fondée sur un consentement explicite, vous avez à tout moment le droit de retirer ce consentement. Le traitement de ces données avant le retrait du consentement demeure valable.

8.2. Droit de regard

En tant que personne concernée, vous avez le droit d'obtenir la confirmation que le responsable du traitement traite ou non vos données à caractère personnel et, le cas échéant, d'avoir accès à ces données. Vous pouvez demander une copie de vos données à caractère personnel si cela ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui.

8.3. Droit de rectification ou de modification

Vous pouvez à tout moment demander la rectification de données erronées ou la complétion de vos données.

8.4. Droit à la suppression des données

Vous êtes en droit d'obtenir l'effacement de vos données à caractère personnel si le responsable du traitement les traite de manière illicite, à condition que la raison en soit justifiée, c'est-à-dire :

- Lorsque les données ne sont plus nécessaires aux fins du traitement ;
- Lorsque le consentement est retiré et qu'il n'existe aucune autre base juridique pour le traitement ;
- Si l'opposition au traitement est fondée ;
- Lorsque le traitement est illicite
- Si l'effacement est requis par la loi.

8.5. Droit à la limitation du traitement

Vous pouvez demander la limitation de l'utilisation de vos données :

- Pendant la période de vérification de l'exactitude des données que vous contestez ;
- Si vous vous opposez à l'effacement des données traitées de manière illicite par les responsables du traitement ;
- Si vous vous opposez à l'effacement de données dont le responsable du traitement n'a plus besoin, mais dont vous avez besoin pour l'institution, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- Pendant la période nécessaire pour vérifier si les motifs légitimes du responsable du traitement prévalent sur les vôtres, dans le cas où vous vous opposez au traitement de ces données sur la base de votre situation spécifique.

Le responsable du traitement est alors tenu de limiter le traitement de ces données à caractère personnel à leur conservation. Tout autre traitement n'est autorisé qu'avec votre consentement ou pour l'institution, l'exercice ou l'établissement d'une action en justice, pour la protection d'un tiers ou pour des motifs graves d'intérêt public. Le cas échéant, le responsable du traitement vous informera avant que cette limitation du traitement ne soit levée.

8.6. Cessibilité des données à caractère personnel

Vous avez le droit de recevoir les données à caractère personnel vous concernant que vous avez fournies dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine et vous avez le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement.

Vous pouvez demander que le transfert ait lieu directement entre le responsable du traitement et un autre responsable du traitement, dans la mesure où ce transfert est techniquement possible.

8.7. Droit d'opposition

Si vous n'êtes pas d'accord avec le fait que nous traitions certaines données, vous pouvez à tout moment vous opposer à ce traitement.

Lorsque vos données sont traitées à des fins de recherche scientifique, historique ou statistique, vous pouvez vous y opposer pour des raisons spécifiques liées à votre situation particulière, sauf si le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public.

9. Exercice de vos droits

Les droits mentionnés au point 1.7 peuvent être exercés conformément aux règles et aux restrictions prévues par la législation. Le texte du Règlement général sur la protection des données prévaut sur les dispositions du point 1.7.

Si vous souhaitez exercer l'un des droits susmentionnés, vous pouvez de tout temps nous contacter. Vous pouvez exercer ces droits à l'égard du responsable du traitement mentionné à l'article 1.1 ci-dessus.

Lorsque vous souhaitez exercer vos droits, veillez à être toujours aussi précis que possible. C'est la seule façon pour nous de traiter votre demande de manière concrète et correcte. Pour vous identifier, nous pouvons vous demander une copie d'une pièce d'identité.

10. Point de contact pour la protection de la vie privée

Adresse e-mail privacy@chw-intermut.be

Adresse : Union nationale des Mutualités chrétiennes - Projet CHW, Chaussée de Haecht 579, 1030 Schaerbeek.

Outre la possibilité de nous contacter directement pour poser des questions et exercer vos droits, vous avez également la possibilité de contacter l'Autorité de protection des données (anciennement la Commission de la protection de la vie privée) et d'y déposer une plainte si cela s'avère nécessaire : Autorité de protection des données, Rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles - www.autoriteprotectiondonnees.be/contact.

11. Plus d'informations ?

Les informations fournies sur cette page concernent le projet CHW. Vous trouverez de plus amples informations sur le traitement de vos données de manière plus générale dans la déclaration générale de confidentialité relative au traitement des données à caractère personnel de l'organisme assureur auquel vous êtes affilié ; cette déclaration de confidentialité est disponible sur leur site web.